

Le Crédit lyonnais connaissait la valeur des bibelots de Tapie

Dispute d'amateurs d'art : la banque a justifié leur saisie en affirmant que l'expertise n'avait pas eu lieu.

Les dirigeants du Crédit lyonnais ont affirmé qu'ils ne connaissaient pas la valeur des meubles et objets d'art de Tapie...

Precision : c'est également au début de la semaine dernière, le 17 mai, que la banque a fait savoir à Tapie, par lettre recommandée...



Pour justifier la saisie conservatoire, opérée le 20 mai, dans l'hôtel particulier de Tapie, le Crédit lyonnais a expliqué à la presse que le député de l'OM n'avait pas rempli une des clauses de l'accord...

Réveil tardif de la banque

« Au début de la semaine dernière, déclare l'homme de l'art, j'ai appris accidentellement que j'étais mandaté d'un commun accord par le Crédit lyonnais et Bernard Tapie... »

trier qu'il est décidé à « nettoyer » le mieux possible les placards de son établissement, après avoir constaté le très mauvais effet produit, il y a deux mois, par cet accord...

A plusieurs reprises, depuis les saisies conservatoires du 20 mai, Bernard Tapie a affirmé que le Crédit lyonnais connaissait parfaitement la valeur estimative de ses biens...

Nanard contre-attaque

Mais il était écrit, d'autre part, à l'article 9 (et dernier) de l'accord du 13 mars que cette expertise serait effectuée par Jean-Pierre Dillet et que, faute de cette confirmation, l'application de l'accord était « suspendue »...

Résumé des chapitres précédents : Tapie est toujours dans ses meubles et il considère qu'il peut en disposer librement, selon lui, la banque a rompu ses engagements...

Claude Rolin



Le député de l'OM risque d'hériter des dettes du club

En cas de dépôt de bilan, il serait incapable de tout payer. D'où l'angoisse des créanciers et des élus.

La fin de cette semaine, le 27 mai, le « juge enquêteur » désigné par le tribunal de commerce de Marseille pour épurer les comptes de l'OM devrait rendre son rapport...

9 mai, le fisc réclame aujourd'hui 494 millions à l'OM, contre 61,8 millions en octobre dernier. L'Urssaf (les cotisations de Sécurité) en veut pour 37,6 millions...

C.R.

Quelques Français bien tranquilles face aux carnages rwandais

Il y a une vision trop pessimiste du Rwanda en France, il est urgent de calmer le débat. Alors que, selon des organisations humanitaires, plus de 200 000 personnes ont déjà trouvé la mort...

« Nous préférons rester en France, nous ne sommes pas des réfugiés politiques », assure pour sa part une dénommée grise ministérielle. « Et les autres qui, à l'Élysée, chez Chirac et à l'État-major des armées, soutiennent l'armée rwandaise... »

« Confiance distillée - bien sûr - sans arrière-pensée politique. Il s'empêche, le 10 avril, quand un missile a détruit l'avion du président Habyarimana... »

Au ministère de la Coopération, on ne se fait guère plus de mouron. Michel Roussé a récemment clamé en France Inter : « La France est toujours présente au Rwanda... »

De toute façon, Paris, qui se vante d'être le premier pour l'aide au Rwanda, ne s'est, jusqu'à présent, guère ruiné. A peine 23 millions de francs ont été débouqués...

Le Quai d'Orsay a pris quant à lui la décision d'accueillir au moins l'un des instigateurs des massacres : Ferdinand Nahimana, qui avait organisé les émissions des Tutsis sur les ondes de Radio Kigali...

Galonnés sans remords

Après le départ des Belges de Rwanda, le régime de Habyarimana a cherché à obtenir son pardon auprès d'autres pays... Parmi eux, plus de trente journalistes français ont écrit des articles pour louer leur sens critique envers le dictateur rwandais.

Du côté des états-majors, on reste très à l'aise. « Nous n'avons fourni aucune arme létale et encore moins des missiles par avions », se vante un officier supérieur, habitué des ministères. Un peu jésuite, le même se réjouit que « certains hommes français n'ont servi qu'un massacre ».

« Il y a les "modernes", qui, à Matignon, au Quai d'Orsay, et à la Coopération, plaident pour des accords de réconciliation... »

« Le regard que jette Washington sur l'Algérie a un côté louche »

Paris accuse l'ami américain d'être complaisant à l'égard des barbus. Et d'accepter, sans angoisse, la création d'un Etat islamique en Algérie et en Bosnie.

« La Bosnie n'est pas le seul théâtre de questions religieuses et politiques. Depuis deux ans, et plus récemment depuis deux mois, le ton monte entre Paris et Washington... »

Reste que le langage tenu au Quai d'Orsay a évolué, avec l'accord tacite de l'Élysée. En août 1993, Juppé, péremptoire, avait déclaré : « Le régime n'est plus possible ».

Questions posées à la cantonade par Hubert Védrine, secrétaire général de l'Élysée : « L'armée algérienne va-t-elle s'effondrer ? »

Dernier épisode de ce dialogue de sourds, le 11 mai, aux États-Unis. Sans trop de précautions, Alain Juppé a tenté, avec les prières de l'ambassadeur de l'Élysée, de convaincre la Maison-Blanche de l'existence d'un état qui ne valait tout faux ou presque. Les que, si l'Algérie exploitait, et les conséquences en seraient néfastes.

« Depuis plusieurs mois, plus question d'invitation et de dialogue ». Sans trop de conviction et sans le moindre appui américain, Paris tente encore de sauver les meubles. Ministres et hauts fonctionnaires français courent les capitales et pressentent les européens, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et même le Ponda d'aider l'économie algérienne.

« En revanche, contre vents et marées islamistes, l'ambassadeur de France à Alger affirme, lui, que le pire n'est jamais à venir... »

« Explication américaine : « La question n'est pas de savoir et d'attendre, mais s'il est encore temps de négocier avec des "modernes". Il faut que la vague islamiste épargne la Tunisie, le Maroc et l'Égypte... »



« La politique de Clinton serait-elle d'une complexité biblique ? »